



Perspectives commerciales

L'ACCA accueille favorablement la Stratégie pour l'Indo-Pacifique attendue depuis longtemps

À la fin novembre, le gouvernement fédéral a publié sa [Stratégie pour l'Indo-Pacifique](#) qui était attendue depuis longtemps. Comme le mentionne avec justesse le [communiqué de presse](#) : « La région indopacifique jouera un rôle déterminant pour définir l'avenir du Canada au cours du prochain demi-siècle. Englobant 40 économies, plus de quatre milliards d'habitants, et une activité économique de 47,19 billions de dollars, cette région connaîtra la croissance la plus rapide au monde, et elle compte six des 13 principaux partenaires commerciaux du Canada ».

L'ACCA réclame depuis longtemps l'établissement de liens plus serrés en matière de commerce et d'investissement pour l'ensemble de la région indopacifique, et nous nous réjouissons des efforts déployés par le Canada pour intensifier sa présence et ses relations auprès de marchés qui sont essentiels à notre prospérité à long terme. Nous sommes particulièrement satisfaits de la création du bureau d'Agriculture et Agroalimentaire Canada dans la région indopacifique ainsi que de l'accroissement des ressources, incluant une meilleure capacité de représentation visant à régler la question de la hausse des barrières non tarifaires qui ont empêché le Canada de réaliser son plein potentiel dans la région. Nous comptons demeurer en contact avec les hauts fonctionnaires et autres décideurs politiques au cours de la mise en œuvre de la stratégie. De plus, nous continuerons à travailler de concert avec le gouvernement fédéral concernant plusieurs priorités relatives aux négociations commerciales dans cette région, notamment les pourparlers bilatéraux avec l'Inde, l'Indonésie, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la poursuite de l'élargissement du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). On peut lire [ici](#) la déclaration de l'ACCA concernant la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Suivi sur les accords de libre-échange

Canada-ANASE

À la mi-novembre, le premier ministre du Canada Justin Trudeau s'est rendu à Phnom Penh, au Cambodge, dans le cadre du Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est où l'on a aussi commémoré le 45^e anniversaire des relations entre le Canada et l'ANASE. Le premier ministre Trudeau et les représentants de l'ANASE ont publié une [déclaration commune](#) soulignant l'importante relation bilatérale entre les deux pays et réitérant le soutien aux négociations de libre-échange en cours. L'ACCA continuera d'exhorter le

gouvernement à conclure ces pourparlers le plus rapidement possible en vue d'arriver à un traité global ambitieux. L'ACCA va réaffirmer publiquement que l'obtention de cet accord constitue pour le Canada une priorité majeure sur le plan commercial dans cette région.

Libre-échange Canada-R.-U. : 5^e cycle de négociations

Les négociations entre le Canada et le Royaume-Uni se poursuivent et la dernière série de négociations a eu lieu du 12 au 16 décembre à Ottawa. Le premier ministre Justin Trudeau a également participé à une rencontre bilatérale avec le premier ministre Rishi Sunak le 14 novembre en marge de la rencontre du G20.

Suivi sur d'autres questions commerciales

Sommet du G20 à Bali

Les 15 et 16 novembre, les dirigeants du groupe des 20 plus grandes économies se sont réunis à Bali, en Indonésie. Le groupe des 20 (G20) représente 80 pour cent du PIB mondial, 75 pour cent du commerce international et 60 pour cent de la population mondiale. La sécurité alimentaire a été le thème principal des discussions à Bali où les dirigeants ont [exprimé](#) leurs préoccupations sur les enjeux de sécurité alimentaire mondiale qui ont été exacerbés par les récents conflits et les tensions géopolitiques. Ils ont aussi réitéré leur appui au maintien du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire. On peut lire [ici](#) la déclaration du premier ministre canadien dans le cadre du du G20.

Réunion des dirigeants économiques de l'APEC

À la fin novembre également, le premier ministre Justin Trudeau a [participé](#) à la réunion des dirigeants économiques du forum de la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC), organisée par la Thaïlande. C'est dans le cadre de ce forum que les premières annonces ont été diffusées relativement à la Stratégie pour l'Indo-Pacifique ainsi qu'au soutien gouvernemental à une augmentation du nombre de missions commerciales ministérielles dans la région et à la création d'un bureau pour l'agriculture, tel que mentionné plus haut.

Élections américaines de mi-mandat

Alors que les commentateurs électoraux avaient prédit une victoire écrasante des Républicains, le raz-de-marée « rouge » escompté ne s'est pas concrétisé dans le cadre des élections américaines de mi-mandat, ce qui a donné un nouvel élan au président Joe Biden et un coup dur à l'ex-président Donald Trump. Bien que les Républicains aient obtenu une courte majorité à la Chambre des représentants, les Démocrates gardent une faible main sur le Sénat, ce qui signifie qu'on peut s'attendre à certains blocages politiques au cours des deux prochaines années. On peut en lire [ici](#) davantage sur le sujet ainsi que sur les résultats détaillés des élections.

Première série de négociations relatives au Cadre économique indopacifique pour la prospérité

L'Australie est l'hôte de la première série de négociations en présentiel du Cadre économique indopacifique pour la prospérité (IPEF) à Brisbane, du 10 au 15 décembre. Le Cadre rassemble 14 des plus grandes et dynamiques économies régionales qui représentent 40 pour cent du PIB mondial. La première série de négociations devrait être axée sur le commerce numérique, les chaînes d'approvisionnement, la transition vers l'énergie propre et les questions touchant la fiscalité entre autres. Nous allons continuer à suivre de près ces pourparlers.

Suivis sur l'OMC et les dossiers connexes

Le Comité de l'agriculture de l'OMC établit un programme de travail concernant la sécurité alimentaire

Vers la fin novembre, un nouveau [programme de travail](#) a été établi par le Comité de l'agriculture de l'OMC pour répondre aux préoccupations des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dans le cadre des démarches découlant de la déclaration ministérielle de la CM12 sur la réponse à l'insécurité alimentaire. Le programme de travail devrait être lancé en décembre. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) insistent déjà sur la nécessité de garder ouverts les marchés des produits alimentaires et des intrants ainsi que sur l'importance d'assurer la transparence par des échanges rapides de données de qualité, une position qui correspond tout à fait à ce que l'ACCA affirme depuis plusieurs mois au sujet de la sécurité alimentaire. Lire [ici](#) le communiqué de l'ACCA sur la sécurité alimentaire mondiale.

Rapport 2022 sur le commerce mondial

Le rapport 2022 de l'OMC sur le commerce international s'intitule [Changement climatique et commerce international](#). Il traite du rôle que doit jouer le commerce pour aider les pays à réduire leurs émissions, à faciliter la diffusion de technologies de pointe et à assurer que le système de commerce mondial soit prévisible et fondé sur des règles en vue de permettre les échanges de biens et de services requis pour combattre efficacement les changements climatiques. Le rapport porte aussi sur le rôle joué par le commerce dans la production d'émissions associées à diverses activités comme la production et le transport, tout en soulignant que le commerce et les politiques commerciales vont constituer une solution déterminante et contribueront à l'avancement de pratiques optimales, d'innovations et de mesures incitatives qui aideront à réduire et à éliminer les émissions.

L'OMC à la COP27

L'OMC a participé à la Conférence 2022 des Nations Unies sur les changements climatiques, ou COP27, en Égypte, à la mi-novembre, dans le cadre de laquelle la directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala a [souligné](#) le rôle essentiel du commerce dans les efforts de lutte contre les changements climatiques et le soutien à la transition vers un système alimentaire durable. La directrice générale de l'OMC a aussi exhorté les gouvernements à [intégrer](#) le commerce dans leurs plans d'adaptation sur lesquels repose la mise en œuvre des objectifs climatiques mondiaux. On peut lire davantage à ce sujet en cliquant [ici](#).

De la Colline parlementaire

CIIT: Étude de la loi « Inflation Reduction Act »

À la fin novembre, l'ACCA, a témoigné devant le comité permanent du commerce international de la Chambre des communes (CIIT) dans le cadre de son examen des répercussions potentielles que la loi américaine visant à réduire l'inflation, la « Inflation Reduction Act » (IRA), pourrait avoir sur certaines entreprises et certains secteurs ici au Canada. Dans ses remarques, l'ACCA a souligné que l'IRA comportait un ensemble de politiques visant à procurer un avantage concurrentiel aux États-Unis dans divers secteurs incluant l'agroalimentaire. Elle a aussi mentionné que l'initiative met en lumière la nécessité pour le Canada de faire tout ce qui est possible pour demeurer concurrentiel à l'échelle mondiale dans le secteur de l'agroalimentaire en augmentant les investissements dans la fabrication de produits alimentaires, en renforçant la collaboration entre l'industrie et le gouvernement et en appliquant un programme fondé sur le libre-échange et le commerce réglementé.

AGRI : Étude sur la sécurité alimentaire

À la fin octobre, la directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau s'est présentée devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire (AGRI) de la Chambre des communes en vue de discuter de questions relatives à la sécurité alimentaire. Elle a notamment insisté sur le fait que le Canada, à titre de cinquième plus important exportateur de produits alimentaires, joue un rôle essentiel dans l'alimentation de la planète et que le meilleur moyen d'assurer l'abondance d'offre de nourriture est de s'engager pour un commerce libre et ouvert et d'intensifier la collaboration entre les secteurs public et privé.

Autres lectures suggérées

[Les Membres tiennent des discussions informelles sur la réforme de l'OMC](#)

[Le gouvernement irlandais demeure engagé à ratifier l'AECG](#)

[Le Canada refuse l'invitation de l'Indonésie à se joindre à un cartel mondial du nickel | Financial Post](#)

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org



Suivez-nous : [@CAFTA ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA)